

## L'ENGAGEMENT DES JEUNES : STABILITÉ ET (R)ÉVOLUTIONS

Laurent Lardeux

ERES | « L'école des parents »

2016/5 Sup. au N° 619 | pages 79 à 97

ISSN 0424-2238

ISBN 9782749250892

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2016-5-page-79.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Laurent Lardeux

## L'engagement des jeunes : stabilité et (r)évolutions

La forte abstention des 18-29 ans aux dernières élections municipales, régionales et européennes, de 2014 et 2015, pourrait laisser penser que les jeunes sont aujourd'hui dépolitisés, désengagés, en perte de « valeurs citoyennes ». À l'inverse, lorsque ces derniers participent à des actions alternatives de protestation, comme dans le cadre des occupations de terrains menées dans les ZAD (zones à défendre), on ne les considère pas comme politisés, mais comme « radicalisés », marginalisant par cette sémantique à la fois les acteurs et les modes d'action, et refusant de considérer ces initiatives comme pouvant relever de la participation politique. À cette situation s'ajoute le contexte de crise économique, au cours de laquelle les difficultés d'entrée sur le marché du travail accentueraient l'idée d'une prédominance des stratégies individualisées, gouvernées par une « guerre des places », où la notion d'engagement perdrait de son attrait.

Ce contexte particulier, dans lequel la représentation de l'engagement des jeunes évoque tour à tour l'indifférence ou son contraire la radicalité, impose d'adopter une lecture plus interstitielle. Il s'agit également de démontrer que l'engagement pluriel, différencié et éclectique, des jeunes est toujours aussi vivace, leur présence sur la place publique aussi forte, et qu'à l'inverse, leur capacité à être entendus reste réduite, plus particulièrement pour les franges le plus fragilisées de la population.

### ÉVOLUTION SOCIO-HISTORIQUE : LES « NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX »

Les sciences humaines ont longtemps entretenu une opposition tacite et fortement cloisonnée entre le « vieux » militantisme ouvrier d'un côté et les supposés « nouveaux engagés » de l'autre, davantage encore depuis le renouvellement de leurs terrains de recherche sur le ferment de ce qu'il est convenu d'appeler les « nouveaux mouvements sociaux ». Le premier concernerait le travail et la défense du niveau de vie, sous ses formes coopérative, syndicale ou partisane ; il est très lié au paradigme marxiste ou structuraliste. Les seconds feraient plus directement référence au militantisme « moral » (Reynaud, 1980), altruiste (Giugni et Passy, 2001) et *post-it* (Ion, 1997), défini plus loin. Ils caractérisent les mouvements de défense des « sans », les engagements humanitaires, féministes, altermondialistes, de protection de l'environnement, etc. Au contraire de leurs aînés, aux pratiques

contestataires régulièrement jugées comme étant sclérosées, et péchant par la gêne occasionnée aux « usagers » les jours de grève, les « nouveaux militants » parviendraient à peser dans les rapports de force par une utilisation judicieuse des médias, et par leur capacité à fournir à l'opinion publique des messages clairs. Au temps des structures rigides, fortement hiérarchisées et corporatistes, aurait succédé celui des « collectifs » souples, des « réseaux » marqués par l'égalité des statuts, et du libre choix des modalités d'engagement.

Mai 1968 a incontestablement joué un rôle essentiel dans ces changements de paradigme, scindant l'engagement des jeunes en trois périodes. Celle d'un *avant*, marquée par le militantisme partisan, essentiellement étudiant, centré davantage sur des questions sociétales à travers l'action syndicale, plus particulièrement celle de l'UNEF<sup>1</sup> (Morder, 2004). Celle d'un *pendant*, avec l'apparition d'une révolte de la jeunesse, dans un contexte marqué par une fragilisation des modèles culturels, une dévaluation des traditions et une crise de légitimité des injonctions institutionnelles. Celle d'un *après*, avec une irrésistible ascension du chômage, et un engagement qui s'apparente moins à une lutte pour conquérir de nouvelles libertés qu'à une dénonciation des impacts de la crise économique sur les nouvelles générations. La « jeunesse de la crise » remplace progressivement les « crises de la

---

1. Union nationale des étudiants de France.

jeunesse » : essentiellement perçue dans les années 1960-1970 comme une catégorie contestataire des valeurs morales de la société, elle est envisagée ensuite, à partir de sa position sur le marché de l'emploi, dans une dimension qui privilégie davantage les valeurs individualistes que collectives, les engagements pour des causes concrètes plutôt que pour des théories abstraites.

Cette lecture schématique doit bien sûr être nuancée. Si l'on observe, au cours des années 1970-1980, un déclin de la participation des jeunes aux instances syndicales et politiques, et un effritement idéologique dont la scission de l'UNEF en 1971 est le symbole le plus fort, les mobilisations des jeunes n'ont pas pour autant perdu leur pouvoir revendicatif. Cette jeunesse, sans porter le drapeau de la révolte, sait encore se faire entendre sur le terrain des luttes sociales. Contrairement aux idées reçues, elle n'est ni dépolitisée, ni démobilisée, mais davantage réaliste et concentrée sur des problèmes nouveaux, sur lesquels elle pense pouvoir agir (Becquet, 2014).

### ÉVOLUTION SCIENTIFIQUE : DE LA « FOSSILISATION » DU MILITANTISME À LA « FERTILISATION » DES NOUVEAUX ENGAGÉS

Cette opposition entre dimension idéologique et pragmatique, entre « vieux » et « nouveaux » militants, a été accentuée par l'évolution des questionnements scientifiques qui ont émergé aux États-

Unis dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, où le terme même de *social movement* exclut la référence au mouvement ouvrier, et sa dimension partisane et syndicale. La très large diffusion de ce champ et le ralliement des sociologues européens au courant américain au cours des années 1970-1980 ont, de fait, contribué à diffuser ce postulat et à creuser ces oppositions (Sawicki et Siméant, 2009). Difficile alors d'affirmer que le déclin de l'engagement syndical, partisan ou idéologique, soit aussi accompli que certains écrits le laissent supposer, dans la mesure où le changement de paradigme scientifique a aussi fait son œuvre dans le clivage observé. La plupart des travaux, ces vingt dernières années, se sont en effet focalisés sur des causes récentes, portées le plus souvent par des structures nouvelles, alors que dans le même temps les organisations syndicales ou partisans ont été essentiellement étudiées sous l'angle de l'érosion, ou de la disparition<sup>2</sup> (Labbé et Croisat, 1992). Les recherches se sont démultipliées sur l'engagement hors des circuits de la politique formelle, dans des cadres le plus souvent associatifs, et à dimension altruiste : pour la cause des sans-papiers (Siméant, 1994), des sans-logis (Péchu, 2004), des sans-emploi (Maurer, 2001), sur les mobilisations altermondialistes (Sommier et coll., 2008), ou plus

---

2. À l'exception toutefois de certains travaux plus récents, dont ceux de Lucie Bargel (2009) sur les organisations de jeunesse des partis politiques.

récemment, sur les « zadistes ». Comme le souligne très justement Lilian Mathieu (2013), cette évolution dans les modalités et les différents degrés d'implication des militants est à rapprocher de la thèse développée par Boltanski et Chiapello (2011), selon laquelle la contestation d'un capitalisme organisé en réseau et prenant appui sur de nouvelles techniques horizontales de management exige une critique plus adaptée du « nouvel esprit du capitalisme ». Celle-ci passe par une organisation réticulaire de la contestation, plus souple et flexible, et dépourvue de centre directeur et de bureaucratie.

Cette thèse des mutations de l'engagement et du passage historique de l'« idéologique » au « pragmatique » a été particulièrement étudiée par le sociologue Jacques Ion, qui oppose un militantisme « total » du passé à un militantisme « distancié » du présent. Le premier serait marqué par une implication intense, et un attachement identitaire fort à l'organisation syndicale ou partisane ; le second se caractériserait davantage par un engagement volatil, « à la carte », aux degrés de participation fluctuants, selon la cause à défendre. Le *timbre* de la carte du militant « total », symbole fort de son attachement au groupe, serait remplacé par le *post-it*, une adhésion facilement détachable, qui n'implique aucun lien durable et solide. Cette idée d'une mutation en profondeur du militantisme contemporain offre une clé de lecture stimulante des transformations à l'œuvre. Elle mérite toutefois d'être nuancée et mise en perspective avec d'autres travaux sur la question. Les recherches d'Axelle Brodriez-Dolino (2006),

notamment, montrent que dans les années 1950, les militants du Secours populaire se révélaient déjà très « volatils », revendiquant leur autonomie et leur liberté de s'engager au gré des circonstances. À l'inverse, le militantisme « total » se rencontre dans certains engagements contemporains, comme le révèlent les travaux d'Annie Collovald et de Lilian Mathieu (2008) sur les intermittents du spectacle. Plus qu'un passage historique du « total » au « distancié », il semble plus juste de parler d'une coexistence de ces deux formes, ou de passage alternatif de l'une à l'autre au cours d'une même carrière militante.

Le modèle du *post-it* a indéniablement accentué le processus de « fossilisation » des militants d'hier et de « fertilisation » des nouveaux engagés d'aujourd'hui, lesquels se seraient libérés des entraves institutionnelles, et émancipés de toute socialisation. Les premiers sont le plus souvent étudiés à partir du microscope, pour dégager le socle théorique et idéologique qui les oriente ; les seconds sont observés à l'aide du microscope, pour mieux signifier le rôle des interactions dans la formation des carrières militantes (Sawicki, 2000). Le registre de la « nouveauté » est régulièrement invoqué pour rendre compte des causes contemporaines et des actions engagées, mais aussi des valeurs personnelles et collectives qui les accompagnent, lesquelles se distingueraient de celles du passé par l'attention portée aux ressources individuelles et personnelles que certains engagements pourraient procurer. Or, le caractère sélectif du choix des

terrains de recherche n'est pas anodin dans ce glissement de l'action militante aux engagés eux-mêmes. Le regard nostalgique des années 1968 porté par certains chercheurs ou analystes contribue d'une certaine manière à alimenter la croyance de la disparition de ces engagements partisans ou syndicaux, ou dans une moindre mesure, à délégitimer ces derniers. Pour Annie Collovald, cette opposition ne porterait finalement pas tant sur un « ancien » et un « nouveau » type d'engagement qu'entre un militantisme « total », supposé spécifique aux classes populaires et inscrit dans l'ancienne nébuleuse communiste, et un militantisme « distancié » réservé aux classes moyennes cultivées. Cette opposition contribuerait aussi à la disqualification et à l'invisibilisation politique du monde ouvrier et, plus largement, des classes populaires. Car, en soulignant le passage historique d'un engagement matérialiste vers un autre, post-matérialiste, c'est-à-dire du glissement des revendications d'ordre économique du mouvement ouvrier vers des « nouveaux mouvements sociaux » davantage inscrits dans des questions liées à la qualité de vie, aux identités, homosexuelle, régionale..., l'approche tend à renvoyer du côté du dépassé et du révolu ce qui relève des luttes sociales, des luttes du monde du travail..., qui pourtant semblent faire un retour en force avec la précarisation accrue de la société française depuis les années 1990.

## LES FORMES CONTEMPORAINES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES

L'engagement « distancié » du jeune évoqué par de nombreux chercheurs avec, en filigrane, l'idée d'une plus forte indépendance dans son rapport à l'organisation à laquelle il adhère, ou participe, entretient une certaine confusion entre *individualisation* des choix et *individualisme* des comportements, ou plus généralement, entre réflexivité personnelle et recherche de bénéfices individuels. Plus précisément, la volonté de préserver son autonomie et son individualité dans les engagements ne semble pas incompatible avec la défense de causes collectives, qui vont bien au-delà des problématiques personnelles (Roudet, 2011 ; Becquet, 2014). Ces ambiguïtés apparentes impliquent d'observer plus précisément comment l'engagement est perçu et vécu par la jeunesse elle-même, et d'analyser plus finement les rapports qu'elle entretient avec les institutions démocratiques, les mouvements associatifs et les groupements alternatifs.

### *Une évolution des engagements alternatifs et de l'appartenance associative*

Du fait de la forte charge symbolique des élections dans nos démocraties représentatives, la participation électorale des jeunes est souvent utilisée comme outil de mesure de leur niveau d'intérêt politique et d'engagement. Par extension, les formes de participation conventionnelle comme l'adhésion à

un parti ou à un syndicat sont survalorisées, au détriment de l'engagement associatif ou alternatif. Par un effet mécanique, lorsque le niveau d'abstention atteint des niveaux inégalés, il agit comme un miroir grossissant et déformant d'un engagement qui serait en perte de vitesse, l'abstention ayant un caractère incantatoire et « désinformatif » : incantatoire, parce que la simple énonciation de ce terme suffit à produire une litanie de représentations fantasmagoriques sur un supposé désengagement des jeunes ; « désinformatif », car ces représentations sont en grande partie erronées. Un rapide regard vers le passé permet de le démontrer, de mieux saisir les évolutions qui orientent les engagements des jeunes, et de nuancer un certain nombre d'idées reçues sur cette question. L'enquête sur les valeurs des Français et des Européens, à laquelle participe l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) aux côtés de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL<sup>3</sup>) depuis 1981, permet de tirer un certain nombre d'enseignements sur l'évolution de la participation des jeunes à des formes d'actions directes d'une part et, d'autre part sur les évolutions sociodémographiques de l'appartenance associative et bénévole.

---

3. Sur le volet de l'étude qui concerne plus spécifiquement les jeunes, voir notamment l'ouvrage coordonné par Olivier Galland et Bernard Roudet, *Une jeunesse différente ?* (2012), qui analyse les principales évolutions constatées depuis la première vague de l'enquête, trente ans plus tôt.

Concernant le premier point, on notera que, parallèlement au développement de l'abstentionnisme intermittent, des formes d'engagement non conventionnelles tendent à croître depuis les années 1990.

Tableau 1. Les actions politiques alternatives des jeunes de 18 à 29 ans

<i>Formes d'action politique</i>	1981	1990	1999	2008	<i>2008 30 ans et plus</i>
Signer une pétition	47	46	62	<b>64</b>	<b>64</b>
Participer à une manifestation autorisée	34	30	41	<b>48</b>	<b>40</b>
Participer à un boycott	14	9	9	<b>16</b>	<b>15</b>
Participer à une grève sauvage	12	3	8	<b>11</b>	<b>12</b>
Occuper des bureaux ou des usines	7	2	3	<b>5</b>	<b>10</b>

Source : enquête Valeurs INJEP-ARVAL.

Le nombre de jeunes de 18 à 29 ans déclarant avoir déjà participé à une manifestation a ainsi augmenté de 18 points entre 1990 et 2008, et se situe à un niveau nettement supérieur à celui observé pour les plus de 30 ans (48 % contre 40 %). Les autres formes d'action (participer à une grève sauvage, occuper des bureaux ou des usines) sont moins pratiquées par les jeunes, mais en forte augmentation depuis 1990. La défiance que nous évoquions précédemment à l'égard de la politique

formelle doit donc être associée non pas à une forme d'ignorance ou à un quelconque désintérêt pour la chose publique, mais bien à une remise en cause de la représentation politique. L'absence d'investissement pour les lieux traditionnels de la politique, l'isoloir en tête, peut ainsi coexister avec un intérêt général pour des causes collectives, *via* des cadres de mobilisation plus souples, et en lien avec des questions qui touchent directement le quotidien des jeunes.

Comme le soulignait à ce sujet Bernard Roudet (2010 ; 2011), aux modes de participation politique institutionnels sont ainsi très nettement préférées des formes d'actions plus concrètes, plus immédiates, pour des causes clairement identifiables. L'engagement associatif reste de la sorte un mode d'action auquel les jeunes restent attachés. En 2008, 38 % des 18 à 29 ans étaient membres d'au moins une association en France, un chiffre équivalent à celui enregistré en 1990 (37 %), presque identique au niveau d'adhésion des autres classes d'âge, mais légèrement inférieur à celui d'autres pays d'Europe de l'Ouest (les taux records d'appartenance associative des 18-29 ans étant détenus par les pays du Nord et les Pays-Bas, respectivement 77 % et 91 %). L'enquête Valeurs examine la participation associative en détail puisqu'elle distingue quinze types d'organisations et d'activités bénévoles. Les adhésions des jeunes se portent sur les groupements qui permettent d'avoir une activité commune, souvent récréative, davantage que sur ceux liés à la participation sociale et politique, défendant des

droits ou des intérêts collectifs La recherche d'un épanouissement individuel et la volonté de garder son autonomie dans l'association prennent le pas sur un engagement permanent, expression d'une vision globale du monde. Toutefois, même si les taux d'adhésion des 18-29 ans à des associations caritatives, des associations locales, des associations politiques, des associations environnementales ou altermondialistes restent relativement marginaux (entre 2 % et 4 % pour chacune d'entre elles), elles ont toutes vu leurs effectifs augmenter sensiblement depuis 1999. D'après l'enquête Valeurs, le nombre de jeunes engagés dans des associations altruistes ou militantes aurait ainsi triplé entre 1999 et 2008, un jeune sur cinq étant désormais engagé dans ce type d'association (20 %).

Cependant, l'écart entre l'adhésion passive et la participation active à la vie de l'association peut être conséquent. Lorsque l'on prend en compte non plus une simple adhésion à une association mais le fait d'accomplir une activité bénévole, les jeunes de 18-29 ans ne sont plus que 19 % à être concernés, un chiffre inférieur de 4 % à l'ensemble de la population. Ce niveau de pratique bénévole relativement faible implique de mieux connaître les motifs qui poussent les jeunes à s'investir dans une association. Les résultats de l'enquête *Viavoice-Libération-Animafac*, « Les jeunes, la société et l'engagement », réalisée en 2013, révèlent que la crise économique, loin de conduire au repli sur soi ou à des modes d'actions individualisés, peut au contraire être source de mobilisation collective :

22 % des 18-25 ans se déclarent prêts à s'engager pour des enjeux économiques (emploi, pouvoir d'achat, etc.). Viennent ensuite, pour 17 % d'entre eux, les enjeux liés à l'aide sociale (aide au logement, actions contre la pauvreté...), en lien avec la précarité à laquelle ils sont de plus en plus exposés. La défense de certaines valeurs (respect, égalité, lutte contre les discriminations, libertés...) qui peuvent paraître plus abstraites, et dont les bénéfices attendus sont plus indirects et moins immédiats, arrive en troisième position.

### *Un engagement associatif lié au niveau d'études*

Un certain nombre de travaux se sont intéressés aux modes d'organisation plus horizontaux qui caractériseraient les rapports entretenus entre les jeunes engagés et les décisionnaires des structures militantes. En filigrane, se profile l'idée selon laquelle un mode de fonctionnement démocratique aurait un impact sur le recrutement, et permettrait une meilleure représentation sociale de la base. Des recherches, dont celles d'Annie Collovald et de Lilian Mathieu (2009), sont récemment venues discréditer cette thèse. Les compétences et les aptitudes requises pour s'impliquer pleinement dans un groupe militant, comme le fait de prendre la parole en public, entraînent une forme de sélection sociale des membres actifs. Même si certains collectifs prônent la liberté d'investissement comme moteur de leurs actions, les moins bien dotés en « capital » militant s'effacent souvent dans un groupe dont la

logique, les codes, les normes et la sociabilité leur sont étrangers.

Des clivages, liés au niveau de diplôme notamment, montrent qu'il existe une forte corrélation entre la formation initiale et la propension de certains jeunes à participer activement à des activités associatives ou bénévoles : l'engagement associatif augmente en même temps que s'élève le niveau d'étude. D'après l'enquête Valeurs, cette variable est d'ailleurs la plus influente. En 2008, comme en 1990, les jeunes Français ayant entrepris des études longues participent deux fois plus à la vie associative que ceux ayant interrompu leur scolarité à 15 ans ou moins : 51 % contre 27 %.

Tableau 2. Appartenance associative selon l'âge de fin d'études

	15 ans ou moins	16-19 ans	20 ans et plus	Ensemble
1990	26	31	56	37
1999	26	36	50	38
2008	27	35	51	38

Source : enquête Valeurs INJEP-ARVAL.

Ces distinctions liées au niveau d'étude sont également très marquées en ce qui concerne les actions de protestation, davantage pratiquées par les jeunes diplômés, ou appartenant aux groupes sociaux favorisés. Les fractures sociales, tout particulièrement celles qui sont induites par le niveau

de diplôme, provoquent un retrait plus marqué de la vie associative, et de la participation politique des catégories sociales les plus désavantagées.

## CONCLUSION :

### RESPONSABILISATION VS SUBORDINATION

L'investissement des jeunes dans des cadres d'engagement souples et élargis témoigne de leur volonté de participer de manière polymorphe, plus directe et moins contraignante, aux affaires de la cité. Leur abstentionnisme électoral n'est pas le signe d'une indifférence ou d'une inertie, c'est celui d'une prise de distance, voire de méfiance, à l'égard des élites politiques. Au-delà des interprétations régulièrement entendues – crise de régime, crise des partis traditionnels, crise de la représentation politique –, l'enjeu scientifique comme politique est de comprendre comment s'engagent les jeunes aujourd'hui. Au sein d'une société démocratique vieillissante, ils persistent à participer à la vie de la cité en dépit d'une désillusion forte à l'égard du système politique traditionnel. « Vivre sa vie », pour reprendre la formule du sociologue Ulrich Beck, équivaut pour eux « à résoudre sur le plan biographique les contradictions du système » (Beck, 2001), des contradictions fortes entre injonction à la responsabilisation et subordination à l'offre politique proposée.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDELNOUR, S. ; COLLOVALD, A. ; MATHIEU, L. ; PÉROUMAL, F. ; PERRIN, É. 2009. « Précarité et luttes collectives : renouvellement, refus de la délégation ou décalages d'expériences militantes ? », *Sociétés contemporaines*, n° 74, p. 73-95.
- AGRIKOLIANSKY, É. ; FILLIEULE, O. ; MAYER, N. (sous la direction de). 2005. *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- BARGEL, L. 2009. *Jeunes socialistes. Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz.
- BECK, U. 2001. *La société du risque*, Paris, Aubier.
- BECKER, H. 1970. « Notes on the concept of commitment », dans *Sociological Work. Method and Substance*, Chicago, Aldine Publishing Company.
- BECQUET, V. (sous la direction de). 2014. *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse.
- BOLTANSKI, L. ; CHIAPELLO, È. 2011. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BRODIEZ-DOLINO, A. 2006. *Le Secours populaire français. 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- COLLOVALD, A. ; MATHIEU, L. 2008. *Les retournements de l'improbable. Les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel, document d'études*, n° 145, DARES.
- COLLOVALD, A. ; MATHIEU, L. 2009. « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, n° 86, p. 119-143.
- GALLAND, O. ; ROUDET, B. (sous la direction de). 2012. *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes*

- Français depuis 30 ans*, Paris, INJEP-La Documentation française.
- GIUGNI, M. ; PASSY, F. (sous la direction de), 2001. *Political Altruism ? Solidarity Movements in International Perspective*, Rowman and Littlefield.
- ION, J. 1997. *La fin des militants ?*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier.
- LABBÉ, D. ; CROISAT, M. 1992. *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan.
- LUNEAU, A. 2013. « Engagement », dans I. Casillo et coll., *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, Groupement d'intérêt scientifique, Démocratie et participation.
- MATHIEU, L. 2013. « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », dans B. Frère, M. Jacquemain (sous la direction de), *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 223-240.
- MAURER, S. 2001. *Les chômeurs en action (décembre 1997-mars 1998). Mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris, L'Harmattan.
- MORDER, R. 2004. « Années 1960 : crises des jeunesse, mutations de la jeunesse », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 74.
- PÉCHU, C. 2004. *Du Comité des mal-logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation : les transformations contemporaines de l'action collective*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris.
- REYNAUD, E. 1980. « Le militantisme moral », dans H. Mendras (sous la direction de), *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, p. 271-286.
- ROUDET, B. 2010. « Liens à la politique. Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », *Jeunesses : études et synthèses*, n° 2, INJEP.

- ROUDET, B. 2011. « Participation associative. Des jeunes plus engagés dans la vie de la cité », *Jeunesses : études et synthèses*, n° 4, INJEP.
- SAWICKI, F. 2000. « Les politistes et le microscope », dans M. Bachir (sous la direction de), *Les méthodes au concret*, Paris, Puf-CURAPP, p. 187-208.
- SAWICKI, F. 2003. « Les temps de l'engagement », dans J. Lagroye (sous la direction de), *La politisation*, Paris, Belin.
- SAWICKI, F. ; SIMÉANT, J. 2009. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 51, p. 97-125.
- SIMÉANT, J. 1994. « Immigration et action collective. L'exemple des mobilisations d'étrangers en situation irrégulière », *Sociétés contemporaines*, n° 20, p. 39-62.
- SOMMIER, I. ; FILLIEULE, O. ; AGRIKOLIANSKY, É. 2008. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris, Karthala.